

Pour nos salaires, En grève le 19 mars pour l'école publique !



Pourquoi une grève dans toute la Fonction publique ?

Les organisations syndicales appellent ensemble à une grève dans toute la Fonction publique pour de vraies augmentations de salaires.

On observe une paupérisation de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et plus généralement de la Fonction publique, qui va s'aggraver avec l'absence de revalorisation du point d'indice ni d'augmentation de salaire en 2024. Au contraire, le gouvernement parle de plus en plus de créer des voies de rémunération au mérite pour les agents publics ! C'est un scandale quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille : pas de médecine de prévention, une formation continue inexiste, des demandes de temps partiels ou de disponibilité refusées, des mutations impossibles, une hiérarchie souvent maltraitante ! Les agent·es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.



**Pour la défense de l'école publique,
les personnels de l'éducation sont un rempart
contre la politique réactionnaire et libérale de Macron et Attal !**

Par leur mobilisation, les personnels ont fait obstacle à la politique de tri social conduite par Attal avec le "Choc des savoirs" : incapable de convaincre ni les personnels ni l'opinion publique de cette réforme, Amélie Oudéa-Castéra a dû quitter ses fonctions et la réforme semble vidée d'une partie de son contenu. Il faut maintenir la pression pour l'abandon de la totalité des mesures Choc des savoirs.

**En grève le 19 mars
pour nos salaires,
pour l'école publique !**

Dans leur mobilisation, les personnels ont montré leur engagement pour la défense de l'école publique, largement attaquée par la politique libérale et réactionnaire du duo Macron-Attal. Il faut aller plus loin et gagner de vrais moyens pour le service public d'éducation et pour accueillir tous les élèves à l'école qu'il importe leur handicap, leur nationalité, leurs difficultés scolaires et/ou sociales. Contre les reculs sociaux qu'ont été les passages en force de Parcours sup et de la réforme des lycées, battons nous pour l'école publique, avec des moyens pour l'inclusion scolaire et l'éducation prioritaire.

Contre le sabotage du lycée professionnel,

mobilisons-nous !

La grève du 12 décembre a montré le rejet de la réforme du lycée professionnel dictée par le président Macron et mise en œuvre dans la précipitation. Alors que le lycée professionnel se remet à peine de la dernière réforme, tout risque de bouger de nouveau à la rentrée 2024 avec des coupes sèches dans les heures d'enseignement et la mise en place d'un parcours différencié à la fin de l'année de terminale.

Loin du « choc des savoirs » voulu par notre désormais nouveau Premier ministre, on est loin du compte : pour la seule année de terminale, sans compter les 6 semaines de parcours différencié mises en place à partir de la mi-mai, les élèves perdent 71h d'enseignement professionnel, les heures de chef d'œuvre (renommé « projet ») et 2 des 3 heures d'accompagnement personnalisé sont purement et simplement supprimées, sans être rendues aux élèves. Sur trois ans, ce sont 170h perdues pour les élèves.

Du côté des enseignant·es, rien n'est encore indiqué sur l'organisation précise des 6 semaines de préparation à la poursuite d'études. Le mépris affiché pour les élèves des lycées professionnels, qui sont souvent déjà fragilisé·es par leur scolarité antérieure, ne fait que s'accentuer avec cette organisation chaotique : moins de semaines de cours, des groupes-classes cassées à la mi-mai pour 6 semaines, des emplois du temps modifiés avec, à terme, le risque d'une annualisation du temps de travail des PLP et la mise en place du travail payé à la tâche à l'aide du pacte, des inégalités renforcées entre les élèves pour préparer le bac pro.

Par ailleurs, le président Macron a annoncé la fermeture ou la transformation de 15% des filières : on peut donc s'attendre, dès les prochaines années, à de grands bouleversements de l'offre des formations professionnelles, avec des choix encore plus contraints pour les élèves et des PLP forcé·es de se reconvertis.

»»»» En grève le 19 mars !

SUD éducation revendique un LP de qualité qui, associant enseignement professionnel et enseignement général, apporte aux élèves autonomie et esprit critique. Nous exigeons :

- l'abandon de la réforme de l'enseignement professionnel et l'annulation de la modification du calendrier scolaire,
- un parcours scolaire décent pour les élèves,
- une scolarité exclusivement sous statut scolaire des élèves de CAP et de bac pro,
- le retour au bac pro 4 ans et l'ouverture de classes de CAP.

